

E-BULLETIN DE L'UIP

N°9 – 30 août 2012

Journée internationale de la démocratie – Dialogue et inclusion, des éléments clés pour résoudre les problèmes d'aujourd'hui – Le conflit syrien devient de plus en plus sanglant, alors que parallèlement le Printemps arabe est encore très présent dans les esprits. C'est dans ce contexte que le Président de l'UIP, Abdelwahad Radi, rappelle l'importance capitale de l'intégration et du dialogue politiques pour la paix et la démocratie, à l'approche de la Journée internationale de la démocratie qui aura lieu le 15 septembre. « Les citoyens n'ont pas investi la rue et, dans certains cas, pris les armes et payé de leur vie pour remplacer une forme de dictature par une autre. Ce qu'ils exigent, et ce qui doit leur être proposé, c'est un système qui inclue tous les citoyens dans la sphère politique [...] Ce qui vaut pour le monde arabe est vrai partout ailleurs », a-t-il indiqué dans un message qu'il a adressé aux Membres de l'UIP en prévision de la Journée internationale de la démocratie. « Nul doute que la pluralité des opinions peut parfois créer des antagonismes. [...] Mais ce qui distingue la démocratie des autres systèmes politiques, c'est le principe et la pratique du règlement des différends d'abord et avant tout par le dialogue. »

Une série de manifestations seront célébrées à travers le monde, en premier lieu par les parlements nationaux, à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie qui aura pour thème Dialogue et inclusion. A Genève, l'UIP participera à une journée porte ouverte de l'ONU au Palais des Nations, où l'accent sera mis sur des activités en rapport avec les parlements et la démocratie. Les parlements, les parlementaires et le public sont invités à participer à un événement sur Twitter en utilisant le hashtag #IDD2012. Pour plus ample information sur la Journée 2012, prière de consulter la page <http://www.ipu.org/dem-f/idd/overview.htm> ou de suivre @IPUparliament sur Twitter. Le discours complet du Président Radi peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.ipu.org/dem-f/idd/statement12.pdf>.

Les parlements du Pacifique définissent leurs priorités par rapport aux collectivités locales et à l'UIP - Les parlements de 11 Etats du Pacifique ont défini d'un commun accord les mesures à prendre pour se rapprocher des collectivités locales et de leurs électeurs dans l'optique de renforcer la démocratie nationale. Lors d'une rencontre organisée au début du mois à Apia par les parlements australien et samoan en partenariat avec l'UIP, les représentants de ces 11 parlements (en grande partie des Présidents de parlement), ont dressé une liste de mesures prioritaires, au nombre de 19, consistant entre autres à améliorer la consultation locale sur les projets de loi d'initiative parlementaire; à obtenir l'indépendance financière; à créer des bureaux dans les circonscriptions; à revoir les horaires des séances parlementaires afin que les élus disposent de suffisamment de temps pour rentrer dans leur circonscription; et à cibler les groupes les moins représentés des collectivités locales dans les activités de proximité. Les participants qui ont examiné les conclusions du Rapport parlementaire mondial publié par l'UIP et le PNUD sur l'évolution de la représentation politique ont aussi réfléchi à la difficulté de concilier leur rôle de parlementaires avec celui de chefs traditionnels. En effet, dans les Etats du Pacifique, l'éloignement des circonscriptions législatives complique considérablement la tâche des parlementaires.

Ces 11 parlements sont aussi convenus de faire en sorte que l'UIP demeure présente dans la région. Aussi envisagent-ils d'adhérer à l'Organisation et d'organiser des activités

régionales avec son concours. Compte tenu de la distance et du manque de moyens, les parlements du Pacifique sont traditionnellement peu représentés à l'UIP.

Envoi d'une mission de l'UIP en Albanie et au Monténégro pour évaluer l'implication du Parlement dans l'action de l'ONU - Début septembre, une délégation de huit parlementaires se rendra en Albanie et au Monténégro pour évaluer la cohérence et l'efficacité des interventions des Nations Unies dans ces deux pays et voir dans quelle mesure les parlements et les parlementaires y sont associés. La délégation, qui se composera exclusivement de membres de la Commission UIP des Affaires des Nations Unies, ainsi que de la Directrice de la Division des Parlements Membres et des Relations extérieures de l'UIP, rencontrera des responsables parlementaires et gouvernementaux incontournables, des représentants de l'ONU, de la Banque mondiale, du FMI et de l'Union européenne, ainsi que de la société civile. Cette évaluation qui débutera le 10 septembre, s'étalera sur cinq jours. Elle s'appuie sur les travaux d'autres missions parlementaires dépêchées en Tanzanie, au Viet Nam, en Sierra Leone et au Ghana pour évaluer le fonctionnement de la réforme « Une seule ONU » qui consiste notamment à aligner les activités que mènent les institutions de l'ONU dans les pays sur les priorités de développement identifiées par les autorités nationales. Réaffirmant l'intérêt de mettre en commun les ressources onusiennes sur le terrain et de renforcer l'adhésion nationale aux priorités de développement, les différentes missions ont fait valoir combien les parlements nationaux avaient un rôle important à jouer dans cette réforme. Cette mission donnera lieu à de nouvelles recommandations sur le renforcement des liens entre les équipes nationales des Nations Unies et les parlements nationaux. Pour accéder aux rapports des missions précédentes, prière de consulter la page suivante : <http://www.ipu.org/un-f/un-cmt/htm>.

Le Parlement tanzanien, un modèle pour combattre le VIH/sida – Lors d'une visite en Tanzanie, qui se déroulera du 10 au 12 septembre, les membres du Groupe consultatif de l'UIP sur le VIH/sida s'appuieront sur l'exemple du Parlement tanzanien pour déterminer comment les parlements doivent s'y prendre pour combattre le VIH/sida. Cette mission, qui fait suite à d'autres missions du même type en Afrique du Sud et au Viet Nam, portera sur diverses questions, notamment comment les structures du Parlement tanzanien, à savoir entre autres une commission permanente consacrée au VIH/sida, assurent la cohérence et la coordination de la riposte du gouvernement à la maladie; ce qui est fait pour atteindre les objectifs convenus au plan international et ce qui pourrait être amélioré. Le Groupe consultatif de l'UIP, point focal mondial des parlements sur le VIH/sida, a estimé qu'avec sa Commission permanente des affaires relatives au VIH/sida et la Coalition de parlementaires tanzaniens sur le sida, la Tanzanie était un modèle de leadership parlementaire et pouvait servir d'exemple aux parlements qui souhaitent renforcer l'action de lutte contre l'épidémie dans leur pays. Pour en savoir plus sur le Groupe consultatif de l'UIP sur le VIH/sida, prière de consulter la page suivante : <http://www.ipu.org/strct-f/comtees.htm#aids>.

Utiliser les technologies pour ouvrir les parlements au public – C'est un véritable défi pour les parlements que de suivre le rythme auquel les technologies électroniques évoluent, dans le cadre de leurs efforts visant à dialoguer avec leurs électeurs et à les tenir informés. Voilà ce qui ressort du Rapport mondial 2012 sur l'e-Parlement. Ce rapport, qui sera présenté à la 5ème Conférence mondiale sur l'e-Parlement, à Rome, du 13 au 15 septembre, conclut néanmoins que les nouvelles technologies offrent aux parlements, qui continuent dans bien des cas à suivre des pratiques remontant au XIXème siècle, des moyens de se moderniser. Nombre de parlements utilisent les technologies dans une

optique stratégique pour revoir leur manière de travailler, de communiquer avec le monde extérieur et d'associer les citoyens au processus législatif. Le rapport évoque l'augmentation des parlements diffusant leurs séances plénières sur le web (52 % aujourd'hui, contre 43 % en 2009) ou utilisant Twitter (de 12 % à 29 % sur la même période), pour illustrer l'emploi des nouvelles technologies aux fins d'associer les citoyens aux travaux des parlements.

La Conférence mondiale sur l'e-Parlement, organisée par l'ONU et l'UIP et accueillie cette année par la Chambre des députés italienne, est un sommet biennal destiné à échanger des informations sur l'emploi des toutes dernières technologies. Tandis que les responsables politiques tireront des enseignements de leurs efforts d'ouverture du Parlement, les spécialistes présenteront les outils qu'ils sont en train d'élaborer dans ce but. Le Président de l'UIP, Abdelwahad Radi, s'adressera aux participants à la clôture de la Conférence, le 15 septembre, Journée internationale de la démocratie.

On trouvera plus ample information sur la Conférence, qui pourra également être visionnée en ligne, à l'adresse suivante : <http://www.ictparliament.org/WePC2012>.